

**Société Civile Guinéenne**  
**Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)**



**Les réalités d'une Transition gérée de façon exceptionnelle contre les droits, les lois et la stabilité dans le pays et dans la Sous-Région**

# Société Civile Guinéenne

## Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)

Les réquisitions en répétition de l'armée avec des violences inouïes dans le maintien d'ordre, la restriction des libertés sans fondement juridique, le recours systématique à la prison sans justice équitable, la corruption à ciel ouvert, le harcèlement et les menaces au quotidien contre les voies de contradictions objectives et démocratiques dans un contexte d'illégitimité absolue avec un déficit de l'illisibilité et de consensus pour un retour à l'ordre constitutionnel, ce, après 18 mois de gestion, sont entre autres l'expression du manque de volonté et des limites du CNRD de mener à terme une transition apaisée dans l'intérêt supérieur de la nation.

Dans cette situation assimilable à de l'arnaque, en partant des discours de prise de pouvoir par un coup d'Etat le 05 septembre 2021, dont les conditions du point de vue pertes en vies humaines, en biens matériels et financiers restent encore non élucidées, les questions légitimes qu'il faille se poser objectivement sont entre autres :

- Face au refus des autorités de la Transition à œuvrer pour un dialogue franc (dont les sujets et le mode de facilitation seront définis par les parties), **en dehors du recours au droit de manifester consacré par la Charte de la Transition, les lois de la République et les conventions internationales, que restent comme options aux acteurs sociopolitiques** qui ne sont pas en phase avec le fait de **prince du CNRD ?**
- Comment comprendre l'interdiction systématique de tout droit de manifestation aux citoyens Guinéens, si les autorités de la Transition **étaient convaincues d'être en phase avec le peuple dans leurs approches de gestion ? N'est-ce pas leur refus de respecter et faire respecter le droit de manifester conformément aux lois du pays, qui constitue en soi un abattoir ou en d'autres termes qui entraîne des pertes en vies humaines et en biens publics et privés ?**
- **La CEDEAO, la communauté internationale par extension**, après avoir **donné sa caution morale au CNRD à travers le fameux accord dit dynamique d'octobre 2022** en contradiction avec la Charte de la Transition et les textes de l'Institution (CEDEAO), ainsi que les conventions internationales, **mesure-t-elle sa responsabilité dans cette crise guinéenne qui se complique tous les jours au détriment de la stabilité économique, politique et sociale du pays et dans la sous-région ?**
- Aurait-t-elle (**CEDEAO/ communauté internationale**) pris, en Guinée, l'**option de choisir un homme ou un régime issu d'un coup d'Etat contre le peuple et les textes juridiques qui régissent son fonctionnement ?**

En conséquence, le **Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)**, réitère :

- **A la CEDEAO et la communauté internationale, son appel à la réparation**, tout en rappelant que contrairement aux Républiques du Mali et du Burkina, frappées par le terrorisme avec l'occupation de grandes parties de leurs territoires respectifs, la **Transition Guinéenne comme telle constitue une menace réelle pour la stabilité du pays et de la sous-région**, contrairement aux **discours de refondation et de lutte contre la corruption** vendus au quotidien à des coûts exorbitants sur le dos du contribuable guinéen par les autorités de la transition et alliés politiques/sociaux;
- **Aux patriotes qui sont aux affaires, non pour des intérêts lucratifs ou politiques, mais pour l'intérêt supérieur de la nation**, de se réveiller pendant qu'il est temps, afin de rectifier la transition par le rassemblement des guinéens dans leur diversité pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel;

Enfin, le **Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)**, en adressant ses condoléances les plus attristées à toutes les familles endeuillées par un manque de dialogue de fond et de gestion rationnelle des affaires de l'Etat, invitent les Forces Vives de la Nation, à ne céder à aucune forme de menace contre leurs personnes physiques/morales ou se laisser tenter par des intérêts personnels ou corporatifs de quelles que natures que se soi, pour se mobiliser dans le respect des lois de la République et des conventions internationales, **en faveur d'un recadrage effectif de la Transition à l'effet d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel.**

**Conakry, le 17 /02/2023**

**La Coordination**